



Les colères des banlieues

Par [Laurent Mouloud](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 07 novembre 2005

L'Humanité 5 novembre 2005

« Un désespoir immense... », résume Vincent, vingt et un ans. Voilà une semaine que la Seine-Saint-Denis s'est embrasée. Dans la nuit de jeudi à vendredi, au moins 150 véhicules ont été incendiés dans ce seul département. Il y en avait autant la veille. La mort de deux adolescents, électrocutés dans un transformateur d'EDF à Clichy-sous-Bois, jeudi 27 octobre, après un contrôle de police, doublée des provocations de Nicolas Sarkozy, a cristallisé une colère qui n'attendait qu'un signal pour se réveiller. Et déclenché une véritable guérilla dont on peine à voir le bout.

Vincent n'en est pas surpris. Il a vécu à Aulnay-sous-Bois, connaît parfaitement Clichy-sous-Bois. Pour lui, le constat est évident. « Tout le monde sait que dans tous ces quartiers règne la misère et on laisse traîner cette situation. Pire, on l'aggrave d'année en année. Comment voulez-vous que ça n'explose pas. Je n'approuve pas cette violence, mais je la comprends. » Et cette fois, assure-t-il, c'est sérieux. Très sérieux. « Ça fait des années que certains attendent ça. Ils ne laisseront pas passer le coche. Et il ne faut pas croire que ce ne sont que des voyous qui font de la violence gratuite. J'ai des amis qui étaient dans le mouvement lycéen de l'année dernière, qui étaient super carré, et qui aujourd'hui sont allés brûler des voitures ! Dans leur tête, c'est une nouvelle manière de continuer la lutte. Je crois qu'il y a un vrai décrochage. »

Clichy-sous-Bois, exemple des quartiers paupérisés

Le feu des banlieues ne demandait qu'à démarrer. Nicolas Sarkozy a attisé les braises. Réveillant par ses provocations des années de frustration, de rage plus ou moins contenue. Il y a eu cette semaine les violences, inacceptables. Mais au-delà, l'expression d'un ras-le-bol général. Une bronca des quartiers où règnent depuis trop longtemps l'exclusion sociale, la discrimination, la misère, autant économique que culturelle.

Ce n'est pas un hasard si tout est parti de Clichy-sous-Bois. De cette petite ville de 28 000 habitants, si banalement pauvre avec son taux de chômage astronomique, son habitat honteusement dégradé, ses services publics exsangues. Clichy-sous-Bois, berceau des émeutes, reste un exemple de ces quartiers paupérisés où vit une jeunesse disqualifiée d'avance, stigmatisée dans les médias, quand elle n'est pas directement étiquetée « racaille » par un ministre en perpétuelle campagne électorale. Le mal-être des banlieues ne s'est pas construit sur du vent. L'injustice n'est pas qu'un sentiment. « Prenez simplement l'école, explique Samir, un éducateur sportif de Clichy-sous-Bois. Tous les jeunes savent qu'il n'y a pas d'égalité : s'ils font leur lycée ici, ils n'auront pratiquement aucune chance de décrocher une grande école. Comment voulez-vous justifier ça ? »

Clichy-sous-Bois, c'est l'histoire d'une ville qui cumule les handicaps : 20 % de chômage en

moyenne, avec des quartiers qui culminent à 40 %, voire 50 % ; une population parmi les plus jeunes d'Île-de-France, dont près de la moitié est âgée de moins de vingt-cinq ans ; trente-six ethnies différentes et de nombreux « primo-arrivants », qui débarquent souvent en grande difficulté financière ; une situation géographique enclavée, sans métro, ni gare ou route nationale ; un budget municipal famélique dans une ville où peu d'entreprises – et la taxe professionnelle qui va avec – acceptent de s'installer... Et comme si tout cela ne suffisait pas, la ville a la particularité de posséder un grand nombre de copropriétés dégradées. Près de 1 570 logements sur 9 000, où s'entassent parfois plusieurs familles obligées de payer 1 000 euros chaque mois à des marchands de sommeil peu scrupuleux. « La cité de la Forestière est même la vitrine nationale de cette copropriété en triste état, où il est très difficile d'intervenir car c'est de l'habitat privé, déplore Stéphane Teste, l'adjoint à la communication. Tout cela conforte un réel sentiment d'abandon et d'exclusion chez les habitants. »

Malgré tout, à la mairie de Clichy, on se dit surpris par l'ampleur des événements. « C'est vrai que Clichy est une ville difficile. Depuis dix ans que notre équipe a été élue, on a traversé un certain nombre de crises, relève Olivier Klein, premier adjoint, chargé de la politique de la ville. Mais on n'a jamais connu une explosion comme celle-là, avec un tel déferlement de violence. » Ici, tout le monde, le maire (PS) Claude Dilain en tête, pointe la lourde responsabilité de Nicolas Sarkozy. « Ses propos ont créé une tension dans les quartiers. Et lorsque des jeunes et moins jeunes, qui vivent l'injustice sociale au quotidien, entendent un ministre parler d'eux comme ça, il est très difficile de les faire revenir à la raison. »

À l'évidence, la propension du premier flic de France à prendre la défense de ses hommes au lieu de réclamer une enquête impartiale, tout comme l'absence de condamnation officielle de l'État après le jet, dimanche soir, d'une grenade lacrymogène de la police dans la mosquée Bilal, ont nourri le sentiment qu'une fois encore la justice ne serait pas du côté des habitants de la cité. « Il y a chez beaucoup de jeunes une vraie révolte contre les institutions, note Olivier Klein. Ils ne croient plus en elles, ils ne se sentent plus concernés, car ils voient que celles-ci ne jouent pas leur rôle d'atténuateur des inégalités. Et l'attitude du gouvernement dans cette affaire n'a fait que renforcer cette conviction et démultiplier la colère. »

Le malaise est profond. Et la défaillance des pouvoirs publics évidente. « Sur l'ensemble de la Seine-Saint-Denis, il manquait 160 postes d'enseignants à la rentrée. Aujourd'hui, 80 sont encore vacants », fait remarquer un directeur d'école. Un comble, alors que les besoins sont énormes. À Clichy-sous-Bois, les trois collèges et le lycée sont classés en zone d'éducation prioritaire depuis 1995. « C'est bien, poursuit notre directeur, sauf que l'éducation nationale a supprimé dans le même temps les classes de perfectionnement qui permettaient de faire des parcours plus individualisés. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. » Le niveau scolaire en primaire est faible. Très faible. La moyenne des évaluations nationales en CE2 et en sixième est en dessous de celle de l'ensemble des autres ZEP.

L'exclusion sociale toujours à la hausse

Pour beaucoup, à Clichy, l'exclusion sociale s'est aggravée ces dernières années. « On a l'impression d'être enfermé ici. Et ce n'est pas nous qui avons les clés, c'est eux... » résume Skarj, un grand gaillard qui s'est lancé dans le rap après s'en être « sorti » grâce au foot pratiqué à haut niveau. « Cela m'a permis de voyager, de m'ouvrir au monde. Mais la plupart des jeunes n'ont pas cette chance. Et pour eux, c'est très dur d'imaginer un autre

horizon que la cité. »

Le mot discrimination revient dans toutes les conversations. L'idée que, en France, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. « Le gamin qui a vu son grand frère, pendant des années, se faire jeter avec ses CV à cause de son nom arabe, que voulez-vous qu'il pense ? interroge encore Samir, l'éducateur sportif. Il grandit avec l'idée que la société ne veut pas de lui, voire pire, qu'elle n'a même pas besoin de lui ! Ce genre de truc, ça tue tout espoir dans la tête des jeunes... » Mais pas seulement. Cela les unit aussi. Les fédère autour de cette terrible impression de vivre un destin commun : celui des laissés-pour-compte, des relégués, des méprisés.

À Clichy comme ailleurs, la jeunesse des cités se sent ainsi marquée au fer rouge. Et si par hasard, elle l'oublie, les contrôles incessants des gros bras de la brigade anticriminalité, la fameuse BAC, sont là pour le leur rappeler. La police, c'est l'un des sujets de conversation favoris au pied des barres d'immeubles. Les histoires de Flash-Ball dégainés, de contrôles au faciès et d'humiliations en tout genre ne manquent pas. « Rien que le mois dernier, j'ai été contrôlé trois fois, raconte Vincent. À chaque fois, je me suis senti littéralement agressé. Les flics ne cherchent pas l'apaisement mais juste à te rabaisser, à te faire fermer ta gueule. Moi, à chaque fois que je voulais dialoguer, ils me disaient « arrête de jouer l'intelligent », « fais pas le malin, on peut te briser ta vie ». » Un soir, assure le jeune homme, les choses ont mal tourné. « Ils sont venus nous contrôler. Ils ont été vers un de mes copains qui est noir. « Toi, t'es impliqué dans quelque chose ! » Ils l'ont menotté, mis dans la voiture et trimbalé comme ça pendant des heures. Il est revenu avec les joues gonflées par les coups. »

Entre jeunes et « condés », le divorce est consommé. Et beaucoup expliquent la fuite désespérée des deux adolescents électrocutés par cette peur viscérale qu'inspirent les hommes en uniforme. « Dans la tête des jeunes, le flic, c'est le méchant, celui avec lequel il n'y a pas de dialogue, raconte Éric, un trentenaire qui produit des rappeurs de Clichy. Et c'est vrai, les policiers ne sont pas là pour ça. Le dialogue, c'est au politique de l'organiser, de le canaliser. Mais comme ils ne le font pas, ou si peu, c'est sur les flics que se déverse toute la haine. »

Pourtant, de vrais lieux sociaux existent

Évidemment, le discours guerrier du ministre de l'Intérieur n'a fait qu'empirer les choses. Y compris pour la police, prise dans cette impasse. « Maintenant, c'est eux contre nous », résume un jeune, complètement remonté. Finie la parole, bonjour la matraque. Signe des temps, depuis 2002, le commissariat du Raincy, dont dépend Clichy-sous-Bois, a vu ses effectifs consacrés à la police urbaine de proximité (PUP) passer de trente à quinze hommes. Quant à l'antenne de police de proximité, construite à Clichy même en 2002, elle n'a toujours pas été mise en service. « À mon époque, reprend Éric, on n'avait pas la peur des policiers comme maintenant. On ne se faisait pas contrôler sans arrêt. » Et de lâcher dans un souffle : « Je crois que l'on a grandi avec un peu plus d'espoir que les jeunes d'aujourd'hui. »

Les raisons d'espérer existent bel et bien. À Clichy-sous-Bois, le maillage social est une réalité. Et la solidarité qui va avec aussi. Associations, éducateurs, enseignants, tous se démènent pour regagner le terrain perdu. Comme le fait Arrimage, une association de prévention. Par équipe de trois ou quatre, ses éducateurs de rue sillonnent les quartiers depuis des années à la rencontre des jeunes. Ils créent des liens, les épaulent ou les

orientent, que ce soit sur les questions de scolarité, de santé, de justice. « On suit une centaine d'enfants par quartier et près de soixante-dix familles, souligne Christian Ruffail, son directeur. C'est un travail de fourmi qui marche vraiment. »

Mais, là encore, les moyens manquent. Cruellement. Financée à 90 % par le département, Arrimage n'est pas encore touchée par la fonte spectaculaire des crédits alloués par le gouvernement ces dernières années et les effets des transferts de charges dus à la décentralisation. Ce n'est pas le cas de la multitude de petites associations qui oeuvrent à Clichy-sous-Bois. « C'est dramatique de voir des associations comme Parcours, qui fait du soutien scolaire auprès de 300 élèves, ou Asti, qui fait de l'alphabétisation, devoir courir les banques pour obtenir des avances de trésorerie, s'agace Ruffail. Tout ce temps passé à sauver les structures, c'est autant de temps en moins sur le terrain. Un vrai scandale. »

D'autant plus rageant que les habitants de Clichy sont extrêmement demandeurs. « Il faut être clair, explique Christian Ruffail, les parents dans ces cités sont de bons parents. Ils n'abandonnent pas leurs enfants à la rue comme c'est répété partout. Ils veulent s'intégrer. » Et quand le directeur d'Arrimage entend Nicolas Sarkozy dire qu'il faut que les immigrés fassent l'effort d'apprendre le français, il bondit. « Ils ne l'ont pas attendu pour vouloir le faire ! Sauf que, faute de moyens financiers, il y a des listes d'attente longues comme un jour sans pain dans les associations qui font de l'alphabétisation. On n'a pas besoin de Sarkozy pour savoir ce qu'il faut faire dans les banlieues. On a besoin de moyens pour faire face à la massification des problèmes. »

En attendant, la colère continue de gronder dans les cités de Seine-Saint-Denis. Sous sa casquette, Éric, le producteur de rap, assure garder espoir. Il veut juste poser une question : « On dit que la France est un pays d'égalité. Mais où commence-t-elle, cette égalité ? »

La source originale de cet article est L'Humanité
Copyright © [Laurent Mouloud](#), L'Humanité, 2005

Articles Par : [Laurent Mouloud](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca